



Direction Générale - Cadarache  
Département de support technique et gestion  
Service technique et logistique

N° Chrono	Indice	Page
STL CCTG CLIM DO 0661 du 11/12/2024	1	1 / 23
Classement 1	CLIMATISATION	
Classement 2	Travaux	
Thème (s)	Maintien en Conditions Opérationnelles	
Affaire	Rénovation du bâtiment 151	

Titre du document :

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES GENERALES

## Travaux de rénovation du réseau hydraulique mixte (eau glacée/chauffage) du bâtiment 151 Cadarache

Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126

Champ d'application et résumé :

Le présent Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) fixe les dispositions applicables à toutes les prestations relatives aux travaux de rénovation du réseau hydraulique mixte (eau glacée, chauffage intersaison)

Destinataires internes CEA	Destinataires externes CEA
<ul style="list-style-type: none"><li>▶ DSTG/SMA/BPRT : P. ROMBOURG, V. ACHIN</li><li>▶ DSTG/STL/DIR</li><li>▶ DSTG/STL/ GEF : L. POIANA, JC. CAMBILLARD</li><li>▶ DSTG/STL/ G2M : C. UBASSY</li><li>▶ IGS 115 : M. BAUER, R. ESCHBACH, F GAREL, A BERTHELOT</li><li>▶ IGS 002 : V CANO, C. BORGIA-LAMURE</li></ul>	soumissionnaires

### Historique des évolutions d'indice

Indic	Date	Commentaires / Objet de l'évolution d'indice
1	11/12/2024	Edition originale – DO 0660

Nom	JC. CAMBILLARD	L. POIANA	K. SILBERSTEIN
Visa			
	REDACTEUR	VÉRIFICATEURS	APPROBATEUR

En l'absence d'accord ou de contrat, la diffusion des informations contenues dans ce document auprès d'un organisme tiers extérieur au CEA est soumise à l'accord de la Direction de Cadarache

Cadre de réalisation du document.

Durée d'archivage : voir tableau de gestion

CLASSIFICATION				
DR	CC	CD	SD	sans
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives  
Centre de Cadarache – DSTG/STL - Bâtiment 177 - 13108 Saint-Paul-lez-Durance Cedex  
Tél : +33 (0)4 42 25 27 21 - Fax : +33 (04) 42 25 47 57 – Messagerie : [stlcad@cea.fr](mailto:stlcad@cea.fr)

Etablissement public à caractère industriel et commercial  
R.C.S. PARIS B 775 685 019

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 2 / 23
--	---	-------------	----------------

## SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>CONTEXTE DE L'OPERATION .....</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>DEFINITION DE L'OPERATION .....</b>	<b>3</b>
2.1	EXIGENCES LEGALES ET REGLEMENTAIRES .....	3
2.2	PRESCRIPTIONS LIEES AU SITE .....	3
<b>3</b>	<b>ORGANISATION DU PROJET .....</b>	<b>3</b>
3.1	ORGANISATION GENERALE.....	3
3.2	MAITRISE D'OUVRAGE .....	4
3.3	EXPLOITANT.....	4
3.4	UNITES CEA SUPPORT .....	4
3.5	MAITRISE D'ŒUVRE INTERNE .....	4
3.6	TITULAIRE DU LOT DE TRAVAUX.....	5
<b>4</b>	<b>PILOTAGE ET MANAGEMENT DE L'AFFAIRE .....</b>	<b>5</b>
4.1	PLANNING.....	5
4.2	PLAN D'ASSURANCE QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT .....	5
4.3	REUNIONS.....	5
<b>5</b>	<b>GESTION DOCUMENTAIRE .....</b>	<b>6</b>
5.1	NATURE DES DOCUMENTS .....	6
5.2	VALIDATION DES DOCUMENTS.....	6
<b>6</b>	<b>EXIGENCES ET OBLIGATION DE RESULTATS.....</b>	<b>6</b>
6.1	CARACTERE FORFAITAIRE DES MARCHES .....	6
6.2	OBLIGATIONS DE RESULTATS .....	7
<b>7</b>	<b>EXIGENCES DE REALISATION .....</b>	<b>7</b>
7.1	PRESTATIONS COMMUNES A LA CHARGE DU TITULAIRE: .....	7
7.2	CONNAISSANCE DES LIEUX .....	7
7.3	DEMARCHES ET AUTORISATIONS .....	8
7.4	ACCES AU BATIMENT 151 (IGS115).....	8
7.5	POSITIONNEMENT DES VEHICULES, CONTAINERS ET MATERIELS .....	8
7.6	NETTOYAGE DE CHANTIER :.....	8
7.7	DECHETS.....	8
7.8	NATURE ET QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	10
7.9	PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX .....	10
7.10	PROTECTION DES OUVRAGES.....	10
<b>8</b>	<b>PRESTATIONS REQUISES PREALABLEMENT ET A L'ISSUE DES TRAVAUX.....</b>	<b>11</b>
8.1	DOSSIER D'ETUDES.....	11
8.2	ESSAIS.....	11
8.3	RECEPTION.....	12
8.4	DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTE (DOE), .....	12

ANNEXE 1 : ANNEXE SECURITE

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 3 / 23
--	---	-------------	----------------

## 1 CONTEXTE DE L'OPERATION

Ces travaux sont nécessaires suite à une fuite constatée sur le réseau en 2024 et à une inspection visuelle réalisée par le STL/GEF à divers endroits du réseau. Ce sont des travaux de remplacement des portions de réseaux affectées par des phénomènes de corrosion. Le réseau de distribution date de 2003 et a été amélioré en 2008.

## 2 DEFINITION DE L'OPERATION

L'objectif est de rénover le réseau afin d'avoir un réseau fiable et disponible pour les quinze prochaines années au minimum.

### 2.1 EXIGENCES LEGALES ET REGLEMENTAIRES

Les ouvrages doivent répondre aux conditions et aux prescriptions des normes et des règlements suivants :

- ▶ Eurocodes 0 à 8
- ▶ Les fascicules,
- ▶ Les DTU,
- ▶ Les avis et agréments du CSTB,
- ▶ Normes française et européenne NF EN,
- ▶ Normes UTE,
- ▶ Code du travail,
- ▶ Réglementation thermique 2012,
- ▶ ... Liste non limitative.

### 2.2 PRESCRIPTIONS LIEES AU SITE

Les données géographiques et climatiques sont :

- ▶ Zone sismique : Zone 4,
- ▶ Effet du vent : Zone 3 (canton de Peyrolles) site normal,
- ▶ Effet de la neige : Zone A2,
- ▶ Altitude : 275 m environ,
- ▶ Zone climatique d'hiver : Zone H3 et situation normale,
- ▶ Zone climatique d'été : Zone Ed,

Les règlements sont :

- ▶ Règlement intérieur
- ▶ Règlement entreprise

## 3 ORGANISATION DU PROJET

### 3.1 ORGANISATION GENERALE

Les rôles et les responsabilités du projet sont structurés de la manière suivante :

- ▶ Une maîtrise d'ouvrage (MOA) : CEA /IRESNE/DEC/SESC Chef de service et adjoint du SESC
- ▶ Une équipe de maîtrise d'œuvre (MOE) interne CEA Cadarache : STL/GEF: JC CAMBILLARD, L GRUNER
- ▶ Les unités supports du DSTG : SMA, SFCG
- ▶ L'organisation sécurité du CEA : Chefs d'installation des IGS 115 et 002, Ingénieur sécurité et Animateur Sécurité de l'IGS 115 et ingénieur sécurité IGS 002
- ▶ Le TITULAIRE du marché de travaux,
- ▶ L'exploitant : Responsable d'exploitation de l'IGS 115.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 4 / 23
--	---	-------------	----------------

### 3.2 MAITRISE D'OUVRAGE

La maîtrise d'ouvrage (MOA) est le DES/IRESNE/DEC/SESC (IGS 115). Elle fixe les objectifs, l'enveloppe budgétaire et les délais souhaités pour le projet.

Elle est le garant :

- ▶ De l'expression de besoin et de la conformité, de la destination de l'ouvrage,
- ▶ Du respect du planning,
- ▶ De la justification budgétaire de l'opération.

### 3.3 EXPLOITANT

Le CEA est l'exploitant du bâtiment 151 concerné par le projet :

La nature et le lieu des travaux impactera les IGS 115 (DES/IRESNE/DEC/SESC) et 002 (DG/CEACAD/D3S/SPR) de ce bâtiment.

Pour sa partie, l'exploitant de l'IGS 115 participe :

- ▶ A l'acceptation des dossiers d'étude,
- ▶ Aux opérations de recette des différents équipements et à la réception des ouvrages.

Les Chefs d'Installation, assistés de leur Ingénieur Sécurité, sont les garants de la sécurité des personnes pendant la phase de chantier, jusqu'à la réception des travaux.

### 3.4 UNITES CEA SUPPORT

Plusieurs unités supports du CEA de Cadarache assistent le projet dans ses missions, dont notamment :

- ▶ Le Service Marché et Achat (DSTG/SMA),
- ▶ Le Service Financier et Contrôle de Gestion (DSTG/SFCG),
- ▶ Le Service Technique et Logistique, Groupe Logistique et Déchets, (DSTG/STL/GLD) pour la gestion des déchets, le Groupe Energies Fluides (GEF) pour les consignations électriques, le Groupe Management de la Maintenance (G2M) pour la prise en compte en maintenance des équipements.
- ▶ La Cellule Qualité Sécurité Environnement (CQSE).

### 3.5 MAITRISE D'ŒUVRE INTERNE

Une MOE interne CEA assure pour la MOA la gestion au quotidien du projet. L'équipe constituant la MOE interne est composée de chargés d'affaires représentant du CEA vis-à-vis du titulaire du marché de travaux. Cette équipe est composée :

- ▶ d'un chargé d'affaires et d'une alternante chargé d'affaires du DSTG/STL/GEF (suivi du marché)

Les fonctions de la Maîtrise d'Œuvre interne sont les suivantes :

- ▶ Dans le cadre de la passation des marchés, et en binomage avec le SMA :
  - Constituer le dossier [AVC1] consultation d'entreprise (Cahier Des Charges et ses annexes et autres documents techniques dont les plans etc., Règlement de Consultation, Projet de Marché, bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)),
  - Préparer la sélection des soumissionnaires,
  - Répondre aux questions des soumissionnaires pendant la période de consultation,
  - Analyser les candidatures et rédiger le rapport de dépouillement,
- ▶ Dans le cadre des études d'EXEcution,
  - Examiner la conformité des documents constituant les études d'exécution aux dispositions du projet,
  - Délivrer un VISA,
- ▶ Dans le cadre de la Direction de l'Exécution des Travaux :
  - Assister les intervenants pour l'établissement des formalités d'accès et d'autorisations,
  - Organiser et diriger les réunions de chantiers,
  - Rédiger et diffuser les comptes rendus,
  - Contrôler l'exécution des travaux conformément aux pièces contractuelles et aux prescriptions,
  - Organiser dans le temps et dans l'espace les actions des différents intervenants,

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 5 / 23
--	---	-------------	----------------

- Information au maître de l'ouvrage sur l'état d'avancement et de prévision des travaux, avec indication des évolutions notables,
- Etablissement des situations de paiements et des PV correspondant,
- Dans le cadre des opérations de réception :
  - Organiser les opérations préalables à la réception,
  - Assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée,
  - Examiner la conformité du Dossier des Ouvrages Exécutés.

### 3.6 TITULAIRE DU LOT DE TRAVAUX

Le titulaire est chargé de réaliser les travaux dans les conditions stipulées par le marché, conformément à un descriptif accepté, pour le prix et dans des délais convenus.

Un seul lot de travaux est envisagé pour cette affaire:

- Lot 1 : remplacement des tuyauteries, de la robinetterie et du calorifuge du réseau

## 4 PILOTAGE ET MANAGEMENT DE L'AFFAIRE

### 4.1 PLANNING

**Les travaux vont se faire en présence du personnel du bâtiment. Le planning, à fournir une semaine avant les travaux, proposé par le Titulaire devra être précis à la journée et demander l'accès à une zone de travaux, tel une antenne du réseau par exemple.**

Sur la base du planning contractuel initial, le titulaire du lot 1 établira au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion d'enclenchement le planning détaillé de référence de la prestation à partir des données fournies par le CEA. Le planning devra faire apparaître notamment le chemin critique, les interfaces, contraintes particulières, points d'arrêts, les délais de relecture et les délais administratifs.

Des mises à jour pourront être demandées au titulaire par la MOE en cas de besoin, sur sa simple demande.

### 4.2 PLAN D'ASSURANCE QUALITE SECURITE ENVIRONNEMENT

Le titulaire devra fournir au CEA au plus tard 5 jours ouvrés après la réunion d'enclenchement un PAQSE relatif à l'exécution du marché. Ce PAQSE devra se référer à un système de management de la qualité répondant aux exigences de la norme ISO 9001, ISO 14001 et ISO 45001.

### 4.3 REUNIONS

#### Réunion d'enclenchement :

La réunion d'enclenchement du marché sera contractuelle et marquera le démarrage du marché (T0). Cette réunion sera organisée et pilotée par la MOE. Cette réunion aura pour objet de :

- Rappeler les exigences générales du CdC,
- Procéder à une revue du marché,
- Présenter les responsables de l'exécution du marché ainsi que les interlocuteurs CEA,
- Définir les cadres et formats de présentation des documents à utiliser tout au long de la prestation,
- Préciser les modalités de management de la prestation.

Cette réunion fera l'objet d'un compte rendu rédigé par la MOE. Les éventuelles observations du titulaire seront énoncées lors de la réunion suivante. S'il ne formule ni remarques ni commentaires, le compte rendu sera validé.

#### Réunions hebdomadaires :

La réunion hebdomadaire sera pilotée par la MOE. Elle aura pour objet le suivi du chantier. Les sujets abordés seront les suivants :

- Bilan des activités réalisées durant la période écoulée,
- Bilan des activités à venir sur la période suivante,
- Administratif (accès, etc.)
- QSE
- Commercial/facturation
- Points divers.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 6 / 23
--	---	-------------	----------------

Cette réunion fera l'objet d'un compte rendu rédigé par la MOE. Les éventuelles observations du titulaire seront énoncées sous 7 jours. S'il ne formule ni remarques ni commentaires, le compte rendu sera validé.

## 5 GESTION DOCUMENTAIRE

### 5.1 NATURE DES DOCUMENTS

Les documents de type texte et tableur seront établis avec les outils du pack Office de Microsoft (Word et Excel notamment). Les plannings sont réalisés avec Microsoft Project. Les plans et les schémas sont fournis au format Autocad. L'ensemble des documents seront fournis au format source. Le titulaire utilisera les trames et les cartouches fournis par le DSTG/STL/GEF.

Les documents seront remis en langue française.

### 5.2 VALIDATION DES DOCUMENTS

L'ensemble des documents établis par le titulaire sera soumis à un visa du CEA. La méthodologie qui sera employée pour la vérification des documents est la suivante :

- ▶ Emission vers le chargé d'affaires pour examen du document en version BPO (Bon Pour Observation, version projet) à l'indice de révision « n », vérifié et approuvé en interne,
- ▶ Examen du document par le chargé d'affaires,
- ▶ En l'absence de remarques, ou en cas de remarques de forme (vocabulaire, détails de présentation...) ou de fond mineures en terme d'impact, formulées par le chargé d'affaires, le document est déclaré VF (Visa Favorable) ou VFSR (Visa Favorable Sous Reserve). Le titulaire pourra alors l'émettre en BPE (Bon Pour Exécution, version définitive) avec prise en compte des remarques de forme éventuelles, en maintenant l'indice « n »,
- ▶ En cas de remarques de fond (données erronées, erreurs significatives, ...) formulées par le chargé d'affaires, le document sera déclaré VR (Visa Refusé). Le titulaire est alors tenu d'apporter les corrections demandées sous 5 jours ouvrés puis d'émettre vers le chargé d'affaires, pour nouvel examen, le document à l'indice « n+1 ».

Les dates prévisionnelles de validation de l'ensemble de ces documents (BPO, BPE, ...) seront mentionnées par le titulaire dans le planning et devront tenir compte des délais de relecture du CEA fixée à 15 jours ouvrés.

Lorsque qu'un document n'est pas jugé recevable, le chargé d'affaires se réservera le droit de repousser le délai de vérification sans que le titulaire ne puisse prétendre à un report de délai sur la prestation globale. En outre, le CEA se réservera le droit de prolonger son délai de réflexion en fonction des difficultés soulevées, indépendamment des tâches incombant au titulaire. Dans ce dernier cas, tout retard éventuel incombant au CEA ou à ses partenaires ne sera pas retenu contre le titulaire dans sa maîtrise du délai.

Les documents PBE seront remis au CEA au format informatique (Sur CD-ROM, clé USB, ou diffusion par mail).

## 6 EXIGENCES ET OBLIGATION DE RESULTATS

### 6.1 CARACTERE FORFAITAIRE DES MARCHES

Les travaux seront exécutés dans le cadre d'un marché [AVC2]forfaitaires.

Les soumissionnaires devront signaler en temps utile, toute imprécision, insuffisance ou erreur de description qui leur sera apparue pendant l'étude du dossier de consultation, avant le dépôt de leur soumission. Toute réclamation intervenant après celui-ci ne saurait être prise en considération.

De même, ayant connaissance de l'ensemble du dossier de consultation, les soumissionnaires devront signaler toute imprécision concernant les limites de prestations du lot pour lequel ils répondent avant le dépôt de leur offre. Toute réclamation, intervenant après celui-ci, ne saurait être prise en considération, les limites de prestation telles qu'arrêtées par le maître d'œuvre ne pouvant être remises en question.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 7 / 23
--	---	-------------	----------------

## 6.2 OBLIGATIONS DE RESULTATS

L'obligation de résultat engage contractuellement le Titulaire dans le cadre de son prix forfaitaire. Elle est valable notamment pour :

- ▶ Les objectifs du programme tels qu'ils sont définis par le présent CCTG, les CCTP et les documents graphiques du dossier de consultation,
- ▶ Le respect du planning,
- ▶ Le respect de la réglementation en vigueur à la date de remise de l'offre du Titulaire,
- ▶ La mise en œuvre conforme aux conditions de garanties,
- ▶ Le fonctionnement normal des installations et équipements,
- ▶ Le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

Toute disposition du projet tel qu'il est défini par ses pièces contractuelles, qui serait contraire ou insuffisante en regard de ces données, doit être adaptée par le Titulaire sans remettre en cause le caractère forfaitaire de son marché.

En cas de manquement à l'obligation de résultat, le maître d'œuvre se réserve le droit de faire exécuter les travaux par l'entreprise de son choix, aux coûts et risques du Titulaire défaillant.

## 7 EXIGENCES DE REALISATION

### 7.1 PRESTATIONS COMMUNES A LA CHARGE DU TITULAIRE:

Dans le cadre de l'exécution du marché, le titulaire doit implicitement :

- ▶ La fourniture, transport et mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composant de construction,
- ▶ L'établissement des plans de réservations et des plans de chantiers,
- ▶ L'établissement des plans d'exécution dans le cas où ils sont à leur charge selon le CCTP,
- ▶ Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou descente) nécessaires à la réalisation des travaux,
- ▶ Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, reprises de penture, etc. Dans les conditions précisées aux documents contractuels,
- ▶ La fixation par tous les moyens de leurs ouvrages,
- ▶ L'enlèvement de tous les gravats de leurs travaux et les nettoyages après travaux,
- ▶ La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc. de leurs ouvrages en fin de travaux et après réception,
- ▶ La mise à jour ou l'établissement de tous les plans "Tel Que Construit" pour être remis au maître de l'ouvrage à la réception des travaux,
- ▶ La remise de toutes les instructions et modes d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements,
- ▶ Les incidences consécutives aux travaux en heures ouvrables (6h30-19h30) nécessaires pour respecter les délais d'exécution,
- ▶ Tous les autres frais de prestations, même non énumérés ci-dessous, mais nécessaires à la réalisation parfaite et complète des travaux.
- ▶ La conformité à l'annexe 1.

### 7.2 CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire est/ réputé, du fait d'avoir remis leur offre :

- ▶ S'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux,
- ▶ Avoir pris connaissance de la nature, de l'emplacement du chantier, et des conditions générales et particulières qui y sont attachées,
- ▶ Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, etc. des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc.
- ▶ Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

En résumé, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions susceptibles d'influencer l'exécution, les délais, ainsi que sur la qualité et le prix des ouvrages à réaliser.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 8 / 23
--	---	-------------	----------------

Il ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

### 7.3 DEMARCHES ET AUTORISATIONS

Il appartient au titulaire d'effectuer, en temps utile, toutes démarches et demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, ..., nécessaires à la réalisation des travaux.

Les copies des documents / correspondances relatifs à ces des demandes et démarches seront transmises au maitre d'œuvre.

### 7.4 ACCES AU BATIMENT 151 (IGS115)

La zone de travail de la présente prestation est située en Zone à Régime Restrictif. Un encodage spécifique est nécessaire pour entrer dans cette zone. Le titulaire fournira au Chef d'installation de l'IGS 115 la liste du personnel qui devra intervenir sur l'installation à minima 15 jours avant le début des travaux et préciseront pour chacun de leurs salariés leurs dates d'intervention dans l'installation. L'exploitant de l'IGS 115 procédera lors de leur premier jour d'intervention à l'encodage de leur badge pour la durée prévue, leur permettant ainsi d'accéder à l'installation durant les heures ouvrables. De la même façon l'ouverture des portes, pour faire entrer/sortir le matériel dans le bâtiment devra faite l'objet d'une planification préalable et sur une durée la plus limitée possible.

### 7.5 POSITIONNEMENT DES VEHICULES, CONTAINERS ET MATERIELS

L'espace occupé par les places de parking à l'arrière du bâtiment 151, sera libéré afin que le Titulaire et ses sous-traitants puissent garer leurs véhicules d'entreprise, stocker le matériel et avoir une zone de préparation du matériel. Si le Titulaire décide de faire la peinture des tuyauteries sur site, elle devra se faire à cet endroit. La protection des ouvrages existants et notamment de la chaussée est à la charge du Titulaire (bâches, etc.)

### 7.6 NETTOYAGE DE CHANTIER :

Le titulaire devra procéder, immédiatement après exécution de ses travaux dans un local, une zone ou un groupe de locaux, procéder à l'enlèvement des déchets de ses travaux et au balayage des sols, de manière à laisser des surfaces propres au corps d'état suivant ou à l'exploitant. Chaque titulaire aura à sa charge l'évacuation des gravats et des déchets après nettoyage et à la mise en tas à l'emplacement prévu à cet effet aux abords du chantier. Il sera interdit de jeter les gravats par les ouvertures en façade. Ils devront être sortis, soit par goulottes, soit en sacs, soit en seaux.

En cas de non-respect des prescriptions ci-dessus, le MOE pourra à tous moment faire procéder, par une entreprise extérieure de son choix, au nettoyage et sortie de gravats. Les frais en seront supportés par le titulaire en cause.

### 7.7 DECHETS

La gestion des déchets doit répondre aux documents suivants :

- ▶ Plan d'élimination des déchets conventionnels du centre de Cadarache - Réf. STL NTE DECH DO 1256 du 07/10/2015.
- ▶ DO 357 CEA/DEN/CAD/DIR/CQSE du 02.05.2016 relative au Plan qualité : gestion des Déchets au CEA Cadarache,
- ▶ Logigrammes de gestion des déchets industriels banals du centre de Cadarache - réf.115 DECHE PFX MOP 05000583 à l'indice en vigueur,
- ▶ Consignes générales d'exploitation de l'installation « Déposante de déchets conventionnels » (déchets industriels banals et inertes) du Centre de Cadarache - réf. 115 DECHE PFX GUI 05000581 à l'indice en vigueur,
- ▶ Consignes Générales d'Exploitation (CGE) de la zone de dépôt de terres, pierres et roches "HARMONIE" du centre de Cadarache - réf. STL DECH NTE DO 1275 à l'indice en vigueur,

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 9 / 23
--	---	-------------	----------------

- ▶ Consignes générales d'exploitation des installations « Déchets Industriels Dangereux » du Centre de Cadarache CEA/DEN/CAD/DIR/UST/STL/GFDE DO 435 du 21/10/2008,
- ▶ Logigramme de Gestion des Déchets Non dangereux - Réf. STL NTE DECH DO 1150 à l'indice en vigueur,
- ▶ Logigramme de Gestion des Déchets Dangereux - Réf. STL NTE DECH DO 1149 à l'indice en vigueur,
- ▶ Gestion des déchets d'amiante sur le site de Cadarache réf STL NTE DECH DO 1579 du 17/12/2015 à l'indice en vigueur.
- ▶ Conditionnement des déchets d'amiante réf 115 DECHE PFX NTE 10000843 DO 554 du 15/09/2010.

Les déchets sont recensés en trois catégories :

- ▶ Des déchets Inertes (DI) - Gravats de démolition issus des ouvrages existants, des déblais, enrobés, terres, ...
- ▶ Des déchets Non Dangereux (DND) - Bois, déchets métalliques, papiers / cartons, ...
- ▶ Des Déchets Dangereux (DD) - Tubes fluorescents, déchets d'équipements électriques et électroniques, produits chimiques et solutions de laboratoire - emballages souillés, ...

Les déchets conventionnels doivent être triés par le titulaire selon leurs catégories, dans le but de les valoriser. Ils doivent être conditionnés dans des contenants conformes et adaptés à la nature de chaque déchet. Aucun mélange n'est accepté. Dès la mise en place d'un contenant dédié, celui-ci devra être identifié par l'apposition d'étiquettes devant faire apparaître à minima, le nom du des déchets concernés, et le nom de l'unité productrice, et les pictogrammes de dangerosité si nécessaire.

Le titulaire devra respecter les procédures du centre notamment en termes de traçabilité, de contrôle radiologique. Ces procédures seront remises au titulaire lors de la prise en charge du marché. En cas de non-respect des procédures, le CEA émettra une fiche de non-conformité à l'attention du titulaire.

Le conditionnement et l'identification des déchets sont de la responsabilité du titulaire qui distinguera 2 cas :

#### 1- Déchets appartenant au CEA :

Les déchets appartenant au CEA sont les déchets issus des travaux de démolition ou de réfection des ouvrages existants appartenant au CEA.

**Le titulaire du contrat en charge des déchets conventionnels du centre de Cadarache fournira au titulaire les conditionnements adaptés** pour ces déchets (Bennes 6 m<sup>3</sup>, caissons 15 ou 30m<sup>2</sup>, autres). Le titulaire sera responsable de définir son besoin en contenants, de les réceptionner et du tri à la source et du conditionnement de ses déchets. Aucun mélange ne devra être réalisé entre les différentes catégories de déchets (DD, DND, et DI).

En cas de non-respect des règles de tri, le CEA émettra une fiche de non-conformité à l'attention du titulaire et répercutera au titulaire l'éventuelle pénalité financière qui lui est appliquée. Le titulaire devra alors mettre en place au plus tôt les actions correctives (tri sélectifs par exemple).

En zone délimitée le titulaire ne devra surtout pas déplacer d'un local à un autre les contenants fournis par le CEA.

#### 2 - Déchets n'appartenant pas au CEA :

Les déchets n'appartenant pas au CEA sont les résidus de produits, des emballages ou des matériaux apportés et utilisés par le titulaire lors de l'exécution des travaux. **Ces déchets seront évacués par le titulaire de chaque lot** dans les filières de valorisation ou d'élimination conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire reste toutefois responsable du tri à la source et du conditionnement de ses déchets. Aucun mélange ne devra être réalisé entre les différentes catégories de déchets (DD, DND, et DI).

Le titulaire devra également respecter le tri sélectif des déchets urbains recyclables (papier / Cartons), des déchets urbains non recyclables (pelure, stylo, gobelets plastiques, cartouches / toners d'imprimante, aérosol, piles, ...).

En zone délimitée une analyse préalable sera faite avec le titulaire pour réduire au maximum ses déchets. Les déchets seront gérés par le CEA comme des déchets appartenant au CEA.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 10 / 23
--	---	-------------	-----------------

## 7.8 NATURE ET QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les matériaux et produits prévus dans les DTU ou faisant l'objet de normes NF ou EN devront répondre aux spécifications de ces mêmes documents.

Les matériaux et produits dits " non traditionnels" ou "innovants", non prévus dans les DTU et ne faisant pas l'objet de normes NF ou EN, devront selon le cas :

- ▶ Faire l'objet d'un avis technique ou d'un agrément technique européen,
- ▶ Etre admis à la marque NF,
- ▶ Etre titulaire d'une certification ou d'un label,
- ▶ Avoir reçu un avis de chantier (procédure d'urgence),

Les matériaux et produits n'entrant dans aucun des cas identifiés ci-dessus feront l'objet d'une procédure d'obtention d'un avis technique lancée par le titulaire. A défaut, dans le cas où le délai d'exécution contractuel ne permettrait pas le lancement de cette procédure, le titulaire pourra demander à ses assureurs et au bureau de contrôle le cas échéant, l'accord sur le matériau ou le produit, en présentant les justificatifs de son aptitude à l'emploi.

En tout état de cause, le titulaire ne pourra en aucun cas mettre en œuvre un matériau ou un produit qui ne serait pas pris en garantie par ses assureurs.

## 7.9 PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX FOURNITURES ET MATERIAUX

### Généralités :

Les matériaux, quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter de défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Dans le cadre des prescriptions du CCTP, le maître d'œuvre aura la possibilité de désigner la nature et la provenance des matériaux qu'il désire voir employer, puis d'accepter ou de refuser ceux qui lui sont proposés.

### Produits de marque :

Le choix du concepteur ne peut être défini de manière précise sans faire référence à un matériel ou produit d'un modèle de marque. Les marques et modèles, indiqués dans le CCTP et portant la mention "ou équivalent", ne sont donc données qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

Les titulaires auront toujours la possibilité de proposer des matériels et produits d'autres marques et modèles, sous réserves qu'ils soient au moins équivalent en qualité, dimensions, formes, aspects, ...

### Responsabilité du titulaire :

Le titulaire étant responsable de la fourniture des matériaux et de leur mise en œuvre, il conserve le droit de refuser l'emploi de matériaux ou composant préconisés par le maître d'œuvre, s'il juge ne pas pouvoir en prendre la responsabilité. Il devra alors justifier son refus par écrit.

### Agréments / Essais / Analyses

Pour tous matériaux et produits fabriqués soumis à un avis technique du CSTB, le titulaire ne pourra mettre en œuvre que des matériaux munis de cet avis technique et il devra toujours être en mesure, à la demande du maître d'œuvre, d'en apporter la preuve.

Le titulaire sera également tenu de produire, à la demande du maître d'œuvre, les procès-verbaux d'essais ou d'analyses de matériaux établis par des organismes qualifiés.

A défaut de production de ces procès-verbaux, le maître d'œuvre pourra prescrire des essais ou analyses et prélèvements, qui seront entièrement à la charge du titulaire.

## 7.10 PROTECTION DES OUVRAGES

### Protection des ouvrages des autres corps d'état :

Chaque titulaire dont l'exécution de ses propres travaux risque de provoquer des détériorations ou des salissures aux ouvrages finis déjà en place devra prendre toutes dispositions et précautions utiles pour assurer la protection de ces ouvrages finis.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 11 / 23
--	---	-------------	-----------------

Cette prescription s'applique plus particulièrement aux appareillages électriques, aux mobiliers, murs et revêtements de sols qui ne devront subir aucun dommage, si minime soit-il.

Faute par lui de se conformer à cette prescription, le titulaire responsable en supportera les conséquences.

**Protection par les entrepreneurs de leurs propres ouvrages :**

Le titulaire protégera ses ouvrages non finis.

Pour la réception, toutes les protections devront avoir été enlevées par le Titulaire.

## **8 PRESTATIONS REQUISES PREALABLEMENT ET A L'ISSUE DES TRAVAUX**

### **8.1 DOSSIER D'ETUDES**

Le titulaire devra remettre avant le démarrage des travaux son dossier d'études. Ce dossier complète les études d'exécution remis par le maître d'œuvre ou réalisé par le titulaire s'il est demandé dans son CCTP. Le dossier d'étude sera soumis, avant toute réalisation, à l'approbation du maître d'œuvre.

Le dossier d'étude est composé des pièces suivantes :

- ▶ Programme d'exécution des travaux (Planning) tel que demandé au paragraphe 4.1,
- ▶ PAQSE (Plan d'Assurance Qualité - Sécurité - Environnement) tel que demandé au paragraphe 4.2,
- ▶ Les modes opératoires relatifs à chaque opération ainsi qu'une analyse des risques pour chaque phase d'activité dangereuse dans l'objectif de rédiger les plans de prévention,
- ▶ L'organigramme opérationnel du titulaire,
- ▶ Le plan d'installation de chantier permettant d'identifier les dispositions et les équipements propres au chantier.
- ▶ Les avis technique, procès-verbaux d'essais et d'agréments, les analyses des matériaux mis en œuvre,
- ▶ Les fiches produits des matériaux et des équipements mis en œuvre,
- ▶ Les échantillons,
- ▶ Les plans, carnets de plans, études de détail nécessaires à la réalisation des travaux s'ils ne sont pas demandés ou fournis dans le cadre des études d'exécution,
- ▶ Les calculs de dimensionnement des ouvrages ou des équipements mise en œuvre s'ils ne sont pas demandés ou fournis dans le cadre des études d'exécution,
- ▶ Les gains CEE par fiche avec un taux en € / MWh CUMAC
- ▶ Tous les autres documents nécessaires à la réalisation et aux contrôles des travaux.

Ces documents pourront être appelés à des modifications ou des évolutions en cours de chantier, résultant des nécessités de changements des ouvrages des différents corps de métiers.

### **8.2 ESSAIS**

Les essais seront effectués par le titulaire à ses frais et en présence de la MOE. Il met à disposition les appareillages et la main-d'œuvre nécessaires aux essais.

Les titulaires effectueront les essais des installations techniques afin de s'assurer de leur bon fonctionnement avant la réception, permettant ainsi de corriger d'éventuelles malfaçons. Les résultats de ces essais et vérifications seront consignés dans les attestations d'essais de fonctionnement de l'Agence qualité construction (AQC) ou d'autres fédérations ou organismes professionnels. La demande de ces attestations peut être initiée par le maître d'ouvrage, son assureur dommages ouvrage, ou le bureau de contrôle. Elle le sera dans tous les cas par la maîtrise d'œuvre.

Les équipements concernés sont les installations courants fort, courants faibles, les équipements de CVC,... Chaque attestation est autonome. Elle indique l'objectif et la nature des essais de fonctionnement, le mode d'emploi et l'enregistrement des essais, les appareils de mesure nécessaires, la description des essais...

Ces documents, réalisés par l'AQC avec le concours des professionnels, sont téléchargeables sur le site de l'organisme.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 12 / 23
--	---	-------------	-----------------

### 8.3 RECEPTION

Lorsque les travaux seront terminés, il sera procédé aux opérations préalables à la réception.

Les visites feront l'objet d'une demande du Titulaire au maître d'œuvre. A cette demande, devront être joints les documents d'essais concluants et les Dossiers des Ouvrages Exécutés.

Si les vérifications du parfait achèvement des travaux, de la conformité et de la qualité de ceux-ci, du parfait fonctionnement et des essais, ont donné des résultats satisfaisants, la réception sera prononcée. Dans le cas contraire, elle sera ajournée, jusqu'à ce que le Titulaire ait apporté les rectifications nécessaires.

En tout état de cause, la réception ne pourra être prononcée qu'à la délivrance du procès-verbal de conformité et de la fiche contrôle travaux, dûment signés par le bureau de contrôle.

Jusqu'à la réception, le Titulaire devra assurer à ses frais la protection de ses ouvrages contre toutes les détériorations possibles et procéder à tous les changements, reprises et réparations qui s'avéreront nécessaires.

### 8.4 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTE (DOE),

Le Titulaire fournira le « Dossier des Ouvrages Exécutés » (DOE) avant la réception des travaux. Ce dossier sera composé :

- ▶ Des notes de calculs approuvés et BPE,
- ▶ Des plans d'exécution et de détail mis à jour (Plans de recollement),
- ▶ Des schémas unifilaires d'électricité (organes de coupure, de sectionnement...),
- ▶ Des procès-verbaux de classement au feu de l'ensemble des matériaux mis en œuvre,
- ▶ Des procès-verbaux de classement phoniques et/ou de tenue au feu des portes de communications, ouvrages de doublage et cloisonnements, menuiseries de façades etc. ...,
- ▶ Des résultats des essais
- ▶ Des fiches techniques et d'entretien des équipements, des spécifications, et certifications des matériaux mis en œuvre,
- ▶ D'une manière générale toutes les fiches des « produits » entrant dans la construction de l'ouvrage,
- ▶ Des Fiches de Données Sécurité (FDS),
- ▶ Les manuels à l'usage des utilisateurs et installateurs,
- ▶ Les manuels de maintenance spécifiant notamment la périodicité des éléments à entretenir ou remplacer ainsi que leurs références et caractéristiques,
- ▶ Les vues « éclatées » de chaque appareil devront être fournies avec les repérages et les références de toutes les pièces détachées et autres éléments,
- ▶ Les certificats de garantie constructeurs
- ▶ Les dossiers CEE finalisés et signés.
- ▶ Du PV de réception sans réserves du marché.
- ▶ Liste non limitative.

Ce dossier sera établi en un exemplaire informatique et remis au Maître d'œuvre. Le dossier DOE accepté par le CEA conditionnera la réception des travaux.

Une version papier à destination de la MOA sera fournie par le Titulaire.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 13 / 23
--	---	-------------	-----------------

## **ANNEXE 1 Exigences qualité, sécurité, environnement**

### **1 INTRODUCTION**

#### **1.1 OBJET**

Ce document définit les dispositions générales d'exécution de prestations (de service ou de travaux) qui se dérouleront sur le site du CEA/Cadarache.

Le document précise les prestations générales attendues dans le cadre de la tenue d'un marché de travaux.

Les prestations définies dans ce présent document se dérouleront conformément aux Art R.4511-1 et suivants du Code du Travail fixant les prescriptions particulières de santé, d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Les exigences décrites dans le présent document ne prévalent pas celles éventuellement décrites dans le CdC (ou équivalent). Par ailleurs, les présentes exigences pourront être levées sur accord formel du chargé de travaux pilotant l'exécution des travaux.

### **2 EXIGENCES GENERALES**

#### **2.1 ENGAGEMENT DU TITULAIRE**

Le titulaire s'engage à considérer la Sécurité, la Sûreté nucléaire, la Radioprotection et l'Environnement comme des priorités absolues dans la conception, la préparation et l'exécution des prestations. Il met en œuvre les moyens et l'organisation nécessaires. Il justifie à tout moment de leur adéquation aux besoins de l'exécution des prestations.

**Il est tenu de faire respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires par ses sous-traitants éventuels, quel qu'en soit le rang.**

Le titulaire s'engage à prendre connaissance de la politique Qualité, Sécurité, Santé et Environnement du CEA Cadarache, d'y adhérer et réaliser des prestations répondant à ces objectifs. Le titulaire s'engage à respecter l'organisation et la politique générale en matière de sécurité qu'il a présenté avec son offre. Ces informations ainsi que les indicateurs généraux de sécurité étant un des critères de sélection du titulaire, elles deviennent engageantes et contractuelles.

Le titulaire institue une culture de sécurité/sûreté afin de prévenir les erreurs, contournements et indisciplines d'origine humaine et de tirer parti des aspects positifs de l'action des hommes et des femmes.

Il s'assure pour l'ensemble de ses salariés et les sous-traitants éventuels, quels qu'en soit le rang :

- du respect des règles,
- de l'autocontrôle et de l'attitude de remise en question systématique,
- de la maîtrise des procédures et des modes opératoires utilisés,
- du souci permanent de rigueur,
- du sens de la responsabilité et de la communication,
- de l'autodiscipline de groupe et personnelle.

A l'intérieur des limites contractuelles, le titulaire sera tenu d'exécuter la prestation.

Dans le cas où Le titulaire sous-traite une partie des tâches à réaliser, il assure l'interface avec l'ensemble de ses sous-traitants. La sous-traitance sera soumise à l'approbation écrite du CEA. Dans tous les cas, le correspondant du marché du titulaire restera l'unique interlocuteur du CEA.

#### **2.2 FACTEURS ORGANISATIONNELS ET HUMAINS**

Le titulaire prend en compte dans son organisation les aspects organisationnels et humains impactant la réalisation des prestations.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 14 / 23
--	---	-------------	-----------------

Toute démarche et/ou analyse en termes de sécurité, de sûreté et d'environnement prendra en compte le facteur organisationnel et humain.

## 2.3 NORMES ET EXIGENCES APPLICABLES AU TITULAIRE

### 2.3.1 Système de management QSE du CEA

Les activités de la Direction Générale CADARACHE sont certifiées selon les normes ISO 9001, ISO 14001 et 45001.

Le titulaire s'engage à prendre connaissance de la politique Qualité Sécurité Santé et Environnement du CEA Cadarache, d'y adhérer et réaliser des prestations répondant à ces objectifs.

### 2.3.2 Système de management QSE et organisation sécurité du titulaire

Le titulaire devra être organisé conformément aux 3 certifications suivantes dès l'appel d'offres :

- ISO 9001 ou équivalent
- ISO 14001 ou équivalent
- ISO 45001 ou MASE ou équivalent

Le titulaire s'engage à respecter l'organisation et sa politique générale en matière de sécurité qu'il a présenté avec son offre. En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire, sans indemnité.

Les résultats sécurité du titulaire sont à fournir au stade de l'offre (tableau de bord des accidents de travail, taux de fréquence, taux de gravité, etc.).

Dans le cadre de la prestation, les indicateurs de suivis propres à la prestation devront être partagés avec le donneur d'ordre. Les aspects environnementaux significatifs retenus dans l'analyse environnementale du titulaire devront être cohérents avec ceux suivis par le CEA.

Le CEA se réserve la possibilité de faire auditer le titulaire en début et en cours de marché.

## 3 EXIGENCES DE SECURITE

### 3.1 ENGAGEMENT DU TITULAIRE

La Sécurité est une priorité absolue pour le CEA. De fait, le CEA s'attache à vérifier la maîtrise des enjeux de sécurité à tous les niveaux y compris chez les sous-traitants du CEA.

Chaque année, le CEA fixe des objectifs de sécurité dont l'indicateur principal est la réduction des accidents du travail des salariés du CEA et des entreprises extérieures intervenantes.

Pour cela, il établit au stade de l'offre :

- la politique prévue pour le respect des règles en vigueur dans le cadre de la prestation,
- les méthodes de mise en œuvre,
- les objectifs clairement identifiés.

A ce titre, le Titulaire devra décrire dans son offre :

- son organisation et sa politique de sécurité générale,
- son organisation et sa politique de sécurité spécifique au marché si celle-ci est différente de l'organisation et de la politique générale.

Le titulaire indiquera au CEA les moyens qu'il prévoit de mettre en œuvre pour assurer dans les meilleures conditions de sécurité les actions pratiques et techniques pour atteindre le résultat. Il présentera les documents relatifs à (aux) l'opération(s), notamment les procédures et/ou modes opératoires associés, les évaluations des risques professionnels (EvRP) et les analyses des risques au(x) poste(s) de travail.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 15 / 23
--	---	-------------	-----------------

## 3.2 ORGANISATION SECURITE

Les résultats de sécurité du Titulaire sont à fournir au stade de l'offre (tableau de bord des accidents de travail, taux de fréquence, taux de gravité, etc.).

Un correspondant sécurité désigné par le Titulaire sera l'interlocuteur privilégié de l'Ingénieur Sécurité d'Installation.

### 3.2.1 Rôle du chef d'installation

Le Chef d'Installation (CI) exerce son autorité dans le domaine de la sécurité vis-à-vis de tous les personnels intervenant dans l'Installation dont il est responsable et pour toutes les activités qui y sont conduites. Pour lui permettre de mener à bien sa mission, il dispose en particulier des conseils d'un Ingénieur de Sécurité d'Installation (ISI) et/ou d'un Animateur de Sécurité (AS).

**Pour des raisons de sécurité, le chef d'installation ou son représentant a toute autorité pour suspendre, reporter ou arrêter toute activité dans son installation.**

### 3.2.2 Rôle de l'Ingénieur Sécurité (ISI)

L'ISI a pour mission de conseiller et d'assister le CI dans l'exécution de ses missions relatives à la sécurité, afin de prévenir les risques d'incidents ou d'accidents et, le cas échéant, d'en limiter les conséquences.

Il appartient à l'ISI de contribuer à la mise en œuvre systématique d'actions de prévention en préconisant au CI toutes celles visant à diminuer les risques et les prises de risques techniques, organisationnels et humains.

Lorsque l'ISI constate une situation de danger pour la sécurité des personnes, des biens ou de l'environnement, il doit, au nom et pour le compte du CI, faire suspendre ou interdire toute opération au vu des risques qu'elle présente, qu'elle soit conduite par des personnels CEA ou par des entreprises extérieures.

### 3.2.3 Responsabilité du titulaire

Conformément aux dispositions, des articles R.4534-1 et suivants, R.4511-1 et suivants et R.4532-2 du Code du travail d'une part, et de la norme NF C 18-510 d'autre part, l'organisation de la sécurité des chantiers est de la responsabilité du Chef d'Installation ou de son représentant (maitrise d'ouvrage).

### 3.2.4 Suivi de la sécurité

Le CEA peut réaliser des inspections, visites et réunions de sécurité afin de s'assurer de l'exécution des mesures de prévention décidées et demander, si nécessaire, des mesures complémentaires. Chaque prestataire peut également demander au CEA d'organiser des inspections ou réunions qu'il estime nécessaire pour la sécurité de son personnel. Ces dispositions ne dégagent en rien sa responsabilité propre d'employeur.

Les réunions de suivi de prestations incluent systématiquement une revue des conditions de sécurité des interventions réalisées sur la base du plan de prévention et, le cas échéant, des analyses de risques spécifiques complémentaires préalables aux opérations exécutées (Avenants, Autorisation d'Intervention, protocole de chargement/déchargement, permis feu...). Dans l'hypothèse d'une modification du mode opératoire en cours d'opération, une mise à jour du plan de prévention sera réalisée par un avenant.

Dès réception des compte-rendu de réunions ou visites, le prestataire prendra en compte, les remarques et actions formulées et les traitera dans les délais impartis par le chef d'installation ou son représentant. Ce dernier se réserve le droit de suspendre la poursuite des opérations lorsque les conditions de leur réalisation ne lui paraissent pas satisfaire aux exigences définies en matière de sécurité.

### 3.2.5 Visites et Exercices de sécurité

Le titulaire participera aux visites et exercices de sécurité (inopinés ou programmés) organisés par le CEA.

### 3.2.6 Correspondant Sécurité

Le titulaire désigne parmi son personnel un représentant, dénommé ci-après « Correspondant Sécurité ».

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 16 / 23
--	---	-------------	-----------------

Ce Correspondant sécurité désigné par le titulaire sera l'interlocuteur privilégié de l'Ingénieur de Sécurité pour analyser les risques, définir les mesures de prévention et transmettre les consignes. Ce correspondant sécurité doit pouvoir être contacté pendant les heures ouvrables et doit être doté de l'autorité, de la compétence et des moyens nécessaires pour assurer le respect, la mise en œuvre et le suivi des exigences imposées par les réglementations applicables dans tous les domaines de la Sécurité, ainsi que les consignes particulières au centre CEA/Cadarache. Il est également habilité à signer les documents de sécurité pour le compte de son entreprise.

Le titulaire organise la continuité de cette fonction et communique au CEA les coordonnées du Correspondant Sécurité. Celui-ci est présent régulièrement sur les lieux d'exécution du Marché.

Par ailleurs, une personne sera chargée de veiller au jour le jour à la bonne application des mesures de prévention sur le(s) chantier(s). Les missions de correspondant et de l'animateur sécurité sur chantier peuvent être confondues sur une seule personne.

Le Correspondant Sécurité participe aux réunions de suivi et d'exécution des prestations, aux inspections si besoin, ainsi qu'à toute réunion ayant pour objet la prévention des risques liés à l'interférence entre les activités en tant que de besoin.

### 3.3 BILAN DE SECURITE

Dans le cadre du programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail du CEA/Cadarache, le CEA mettra en œuvre les actions nécessaires associées.

Le Titulaire fournira les indicateurs sécurité du contrat (taux de fréquence, taux de gravité, etc.) ainsi que ceux de son entreprise et de ses sous-traitants lors des réunions mensuelles.

Le Titulaire trace également tous les faits ou actions liés à la sécurité dans les comptes rendus des réunions mensuelles (causerie sécurité, suivi des additifs, bilan carbone, véhicules de service, ...).

### 3.4 INFORMATIONS NECESSAIRES A LA PREVENTION

Le titulaire communique au CEA, de façon formalisée, les informations nécessaires à la prévention :

- La description des travaux à réaliser,
- La liste des matériels utilisés et modes opératoires associés lorsqu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité,
- Les fiches de données de sécurité des produits chimiques mis en œuvre
- L'analyse des risques des phases d'activité dangereuses ainsi que les mesures de prévention et de protection associées,
- Les dispositions adoptées pour la surveillance et la garantie du maintien de la sécurité sur le chantier.

Ces informations seront consignées dans un formulaire « Entreprises » que le titulaire devra compléter et transmettre au CEA :

- Dans son offre,
- Sous 7 jours après la notification du marché.

Dans le cadre de la réalisation du contrat, si le titulaire est amené à mettre l'un de ses salariés en situation isolée, il présentera au CEA sa procédure d'intervention précisant les moyens mis en œuvre pour porter secours à son personnel dans les meilleurs délais (cf. article R.4512-13 du code du travail).

Dans tous les cas, le travail isolé n'est pas autorisé lors de la réalisation de travaux dangereux.

**L'ensemble de ces informations devra être communiqué au CEA par le soumissionnaire lors de la remise de son offre.**

#### 3.4.1 Mesures préalables à l'exécution de l'opération

En préalable à l'exécution des prestations prévues au titre du marché, il est établi :

- une Déclaration d'Ouverture de Travaux (DOT). Cette dernière est initiée par le CEA selon les informations communiquées par le titulaire en vue de réaliser l'opération (dates de début et fin de l'opération, entreprises intervenantes, effectifs, etc.) ;
- des inspections communes des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent. La présence de l'entreprise titulaire ainsi que de ses sous-traitants est requise.
- des plans de prévention et autorisations d'intervention rédigés par le CEA en présence du titulaire et de ses sous-traitants.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 17 / 23
--	---	-------------	-----------------

Le titulaire veillera à l'application des dispositions retenues dans le plan de prévention. Il informera et mettra à disposition de son personnel l'ensemble des moyens nécessaires au respect des prescriptions du dit plan.

### 3.4.2 Evolution du périmètre ou ajout de sous-traitant

Conformément à l'article R 4511-10 du code du travail, le Titulaire à l'obligation de déclarer ses sous-traitants. Pour cela, une Demande d'Acceptation d'un Sous-Traitant (DAST) doit être adressée au chargé d'affaires CEA (formulaire joint au contrat), qui la transmettra ensuite au Service des Marchés et Achats. L'acceptation du sous-traitant par le CEA est un préalable à l'intervention.

Dans le cas où il est fait appel à des sous-traitants de rang supérieur à 2 (le Titulaire étant considéré de rang 1), le Titulaire devra en justifier les raisons afin qu'une demande d'acceptation soit réalisée par le chargé d'affaires auprès de la direction QSE du centre. La réponse de la direction QSE constitue un préalable à l'acceptation du sous-traitant par le Service des Marchés et Achats.

NB : Dans les installations où le personnel est susceptible d'être exposé à des rayonnements ionisants, la sous-traitance est limitée au rang 3.

### 3.5 FORMATION DU PERSONNEL – HABILITATIONS AUX POSTES DE TRAVAIL.

Le Titulaire s'assurera que le personnel employé pour réaliser la prestation dispose des habilitations, autorisations et qualifications nécessaires conformément aux obligations réglementaires et aux référentiels métiers.

Le Titulaire devra être en mesure de justifier formellement la qualification de ses intervenants, pendant toute la durée de la prestation.

En ce qui concerne le personnel intervenant sur le centre, les justificatifs présentés par le Titulaire (et ses sous-traitants) doivent préciser sur papiers entête, le cachet de l'entreprise et la signature du responsable :

- Liste du personnel en précisant les CDD, intérimaires (les stagiaires des EEI ne sont pas autorisés à travailler sur le centre) ;
- Tableau des formations habilitantes (ou non) nécessaires à la réalisation de la tâche professionnelle avec la durée de validité (habilitations électriques, CACES, montage, démontage réception des échafaudages, Sauveteur Secouriste du Travail, formation à la manipulation des extincteurs, ...) ;
- Liste du personnel d'astreinte ;
- Liste des autorisations délivrées par l'employeur (autorisation de conduite,) ;
- Liste du personnel autorisé à signer les documents de sécurité ;
- Copie de l'entretien de tout accident de travail survenu sur le centre ;
- Communiquer les coordonnées d'un correspondant sécurité ;
- Tableau de bord (mensuel) des accidents de travail (maquette modèle CEA) ;
- Délégation de pouvoir.

En ce qui concerne la prestation, le Titulaire transmettra, avant chaque intervention, la copie des protocoles de sécurité (chargement / déchargement sur le centre) relatifs à ses activités.

Dans le cadre de la rédaction des DOT et PDP, le Titulaire transmettra une copie des Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits chimiques utilisés sur le centre, et à chaque nouvelle évolution de la liste des produits utilisés.

***Nota : Pour les habilitations électriques, le CEA exige un recyclage tous les 3 ans. Il exige aussi le respect des périodicités de recyclages recommandées par la CNAM.TS pour les autres formations habilitantes.***

**Pour tous travaux par points chauds, un permis de feu est obligatoire. Ces opérations ne pourront se faire qu'en présence d'une personne dûment formée à la manipulation des extincteurs.**

### 3.6 CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT ET ANALYSE A POSTERIORI

Tout accident survenant sur le Centre de Cadarache fait l'objet d'une prise en charge par les services de secours interne au site (Formation Locale de Sécurité (FLS), Service de Prévention et Santé au Travail (SPST), etc.). Ils feront l'objet d'une inscription sur le registre d'infirmerie.

En cas d'accident, l'entreprise concernée informe le CEA dans les plus brefs délais, et prend les dispositions nécessaires à la mise en sécurité des personnes et des biens.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 18 / 23
--	---	-------------	-----------------

Tout événement lié à la sécurité (presqu'accident ou accident du travail) devra faire l'objet d'une analyse formalisée. Les résultats de l'analyse seront transmis au CEA par l'entreprise concernée dans les meilleurs délais. Le marché peut être suspendu pour le non-respect des règles de sécurité.

### 3.7 POINTS SPECIFIQUES

#### 3.7.1 Opérations de chargement/déchargement

Lorsque les prestations comportent l'exécution d'une opération de chargement ou de déchargement, le Titulaire transmet préalablement au CEA les informations et recommandations nécessaires à l'établissement du protocole de sécurité. Ce dernier est signé par le Titulaire et le CEA avant l'exécution de l'opération.

Chaque opération de chargement ou de déchargement donne lieu à un protocole de sécurité spécifique. Néanmoins, en cas d'opération à caractère répétitif (portant sur des produits ou substances de même nature, accomplie sur les mêmes emplacements, selon un mode opératoire identique, et mettant en œuvre les mêmes types de véhicules et de matériels de manutention), un protocole permanent peut être établi préalablement à la première opération.

Dans le cadre de son activité, le titulaire est responsable de l'établissement des « protocoles de sécurité de chargement et de déchargement » conformément à l'article R.4515-1 et suivants.

Lorsque le titulaire fait appel à un transporteur extérieur, il réalisera un protocole de sécurité avec l'entreprise de transport. Le document sera complété, visé et cacheté préalablement à la transmission à l'ISI du CEA.

#### 3.7.2 Gestion des risques d'interférence entre les activités (co-activité)

Le Titulaire doit tenir compte, dans son organisation et dans la planification des opérations d'utilisation opérationnelle de l'installation et de maintien en bon fonctionnement, des actions réalisées par ou avec le concours d'autres Titulaires.

Le Titulaire se doit de fournir toutes les informations nécessaires pour que le CEA puisse assurer son obligation de coordination des mesures de prévention arrêtées d'un commun accord pour le suivi et la gestion des risques d'interférences générés par les opérations réalisées sur les installations concernées.

Dans l'analyse préalable de la co-activité, destinée à prévenir les risques d'interférence, il convient de prendre en compte l'activité aux différents postes de travail, les matériels, locaux etc. mis à disposition par le CEA ainsi que les fournitures entrant dans la prestation.

Les actions devront être planifiées par le Titulaire afin de minimiser les arrêts d'installations ou la sollicitation des équipements et/ou matériels.

**Les travaux vont se faire en présence du personnel du bâtiment. Le planning, à fournir une semaine avant les travaux, proposé par le Titulaire devra être précis à la journée et demander l'accès à une zone de travaux, tel une antenne du réseau par exemple.** La MOA s'organisera pour demander aux salariés des bureaux adjacents au couloir présent dans la zone de travaux, durant ce laps de temps, de ne plus venir sur leurs postes de travail. Le planning devra donc être géré par zone car il est impossible pour la MOA de déplacer tout le personnel simultanément. Le Titulaire devra matérialiser et baliser ces zones de travaux et mettre en place un affichage.

#### 3.7.3 Utilisation de produits chimiques

Le Titulaire met en œuvre des moyens adaptés en fonction de la dangerosité des produits stockés. Il s'assure que les produits dangereux qu'il utilise sont stockés en conformité avec la réglementation afin de réduire les risques pour l'homme et l'environnement.

Les produits CMR (cancérogène, mutagène ou reprotoxique) ne sont pas autorisés sauf à démontrer qu'une substitution par un produit moins dangereux est impossible et que l'utilisation du produit CMR est justifiée.

#### 3.7.4 Spécificités risque amiante

Le réseau datant de 2003 donc post 1998, il n'y a pas d'amiante sur ce réseau (tuyauteries et calorifuge).

Afin d'éviter les percements de murs et plafonds nécessitant des rapports préalables attestant de l'absence d'amiante, le TITULAIRE réutilisera autant que possible les supports existants. En cas de besoin de percement ou travaux sur une surface n'ayant pas fait l'objet d'un prélèvement amiante le Titulaire devra demander un point d'arrêt afin que le CEA fasse ce prélèvement. Les résultats de prélèvements amiantes urgents sont obtenus sous 10 jours après prélèvement.

Dans le cadre de la prestation, le Titulaire pourrait être amené à intervenir sur des matériaux susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante. Ce type d'opération doit être réalisé avec du personnel formé en sous-

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 19 / 23
--	---	-------------	-----------------

section 4. Le Titulaire doit être formé et devra s'organiser de manière à répondre à cette disposition, si cela s'avérait nécessaire.

### **3.7.5 Travaux sous tension ou à proximité de pièces nues sous tension**

Tous les travaux sous tension sont interdits, néanmoins certains matériels, dans leur fonctionnement nominal ne permettent pas de réaliser des travaux hors tension. Ces types de matériel représentent alors des cas particuliers à prendre en compte quand les connexions sont accessibles (non IP2X) et non isolées.

Dans ce cadre, le Titulaire devra compléter et faire une demande de dérogation suivant la procédure décrite dans le document.

### **3.7.6 Spécificité risque plomb**

Le réseau datant de 2003 donc post 2000, il n'y a pas de plomb sur ce réseau (peinture de tuyauteries, robinetterie), hormis dans la composition même de l'acier noir des tuyauteries.

Afin d'éviter les percements de murs et plafonds nécessitant des rapports préalables attestant de l'absence de plomb, le TITULAIRE réutilisera autant que possible les supports existants. En cas de besoin de percement ou travaux sur une surface n'ayant pas fait l'objet d'un prélèvement plomb le Titulaire devra demander un point d'arrêt afin que le CEA fasse ce prélèvement. Les résultats de prélèvements plomb urgents sont obtenus sous 10 jours après prélèvement.

Dans le cadre de la prestation, le Titulaire pourrait être amené à intervenir sur des matériaux susceptibles de contenir du plomb. Ce type d'opération doit être réalisé avec du personnel formé et des modes opératoires propres au Titulaire. Le Titulaire doit être formé et devra s'organiser de manière à répondre à cette disposition, si cela s'avérait nécessaire.

## **3.8 SUIVI MEDICAL**

La surveillance médicale du personnel du Titulaire est assurée par tout service de médecine externe agréé au sens du décret 97-137 du 15/02/97.

Afin de renforcer la protection et le suivi médical des salariés d'entreprises extérieures appelées à travailler sur le site du CEA/CADARACHE, pour répondre aux dispositions des art R.4511-1 et suivants, et plus particulièrement, sur le plan de la médecine du travail, aux dispositions des articles R.4513-9 et suivants du code du travail qui font référence aux communications devant exister entre les médecins du travail de l'entreprise utilisatrice et de l'entreprise extérieure, une convention (modèle CEA) sera établie entre le médecin du travail de l'entreprise utilisatrice et le médecin du travail des entreprises extérieures intéressées.

## **4 MESURES D'HYGIENE GENERALES**

### **4.1 RESTAURATION**

Deux restaurants d'entreprises fonctionnent sur le Centre et sont accessibles au personnel de l'EEI. Conformément au Règlement Intérieur du CEA et dans le respect des règles d'hygiène, il est formellement interdit d'y préparer des repas et de s'y rendre en tenue de chantier. Le respect de ces règles relève de la responsabilité de l'EEI. En cas d'écart relevé par le CEA, il se réserve le droit d'interdire l'utilisation des locaux.

### **4.2 INSTALLATIONS DE CHANTIER**

Le Titulaire applique les dispositions décrites dans les articles R.4534-1 et suivants, articles R.4534-137 et suivants du Code du travail.

### **4.3 INSTALLATIONS A LA CHARGE DU CEA**

La mise à disposition d'un point d'alimentation en eau et en électricité.

Si les dispositions à la charge du CEA ne sont pas adaptées au chantier, il en informera le Titulaire et celui-ci mettra en œuvre les moyens adaptés pour répondre aux obligations légales.

### **4.4 SANITAIRES**

Le Titulaire pourra utiliser les installations sanitaires de l'IGS 115 du bâtiment 151.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 20 / 23
--	---	-------------	-----------------

## 5 EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

Le CEA/Cadarache est engagé dans une démarche d'amélioration de son impact sur l'environnement selon la norme ISO 14001. A ce titre chaque installation est engagée dans le processus de protection de l'environnement.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires afin de contribuer à la démarche globale du centre, soit notamment :

- Réduire autant que possible la production de déchets et les éliminer selon les procédures en vigueur ;
- Assurer une traçabilité des déchets qu'il génère ;
- Minimiser les consommations d'énergie et d'eau ;
- Faire approuver par chaque installation toute introduction de produits chimiques ;
- Maîtriser et diminuer son bilan carbone.

Dans le cas où le titulaire produit ou détient des déchets générateurs de nuisances, il est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination dans des conditions propres à éviter lesdites nuisances et conformément au référentiel en vigueur sur le centre de Cadarache ainsi que sur l'installation où il intervient.

### 5.1.1 Impact environnemental liée à l'opération

Le titulaire doit prendre en considération l'impact environnemental relatif à l'opération. Chaque entreprise extérieure doit mettre en place des mesures préventives et correctives adaptées afin de limiter autant que possible leur impact environnemental (rétention, absorbant, gestion des déchets, consommation d'eau, etc.).

### 5.1.2 Gestion des produits chimiques

Il est demandé au titulaire d'apporter la démonstration qu'il prend les mesures nécessaires pour limiter la consommation des fluides et produits au strict nécessaire.

Dans le cadre de l'utilisation de produits chimiques, le titulaire se conforme au règlement en vigueur, notamment sur la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et mélanges chimiques.

Le titulaire vérifie la conformité de ceux-ci vis-à-vis notamment des critères d'entreposage, des EPI à mettre en œuvre, etc. Il met à disposition du CEA les Fiches de données de sécurité (FDS).

Le titulaire applique une démarche d'utilisation rationnelle du « juste nécessaire ».

La gestion du stock sur site sera réalisée au moyen du logiciel MERLIN après une formation dispensée par le CEA.

En cours de prestation, toute introduction et/ou utilisation d'un nouveau produit chimique est soumise à une information préalable du CEA.

## 6 EXIGENCES PARTICULIERES

### 6.1 PROTECTION CONTRE LA MALVEILLANCE

Le prestataire est tenu de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires permettant d'assurer la protection des installations à différents titres, notamment celles relatives :

- À la protection et le contrôle des matières nucléaires (sans objet pour le présent marché),
- Aux zones protégées intéressant la défense nationale (sans objet pour le présent marché),
- Aux zones à régime restrictif (cas du présent marché).

## 7 FOURNITURES D'EQUIPEMENTS

### 7.1 PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Dans le cadre de la réalisation du contrat, le titulaire présentera au CEA les moyens qu'il prévoit de mettre en œuvre pour être conforme au Code du Travail.

La priorité doit être donnée aux protections collectives.

Lorsque le titulaire (ou ses sous-traitants), est dans l'obligation de compléter les mesures de protections collectives par des Equipements de Protection Individuelle (EPI), il garde à la disposition du CEA, tous documents permettant de démontrer que les EPI mis à la disposition de ses salariés répondent aux critères suivants :

Adaptés à la tâche et à l'utilisateur (taille, confort, etc.),

Adaptés aux risques (ex : indices de protection des gants) contre lesquels ils protègent son utilisateur,

Entretien et vérifiés conformément aux normes et à la réglementation en vigueur,

Les salariés ont été formés à l'utilisation des EPI le nécessitant.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 21 / 23
--	---	-------------	-----------------

## 7.2 PRET DE MATERIEL : EQUIPEMENTS DE TRAVAIL OU DE PROTECTION INDIVIDUELLE

D'une manière générale, le CEA ne prête aucun matériel ou EPI à une entreprise. Toutefois, s'il devait y avoir un prêt de matériel CEA, celui-ci devrait être encadré par des dispositions écrites dans le marché initial, dans un contrat de prêt ou dans le plan de prévention signé par le sous-traitant.

## 7.3 MATERIELS A LA CHARGE DU PRESTATAIRE

Le prestataire fournit tous les moyens matériels, notamment les équipements, outils, appareils de lavage, fluides, équipement de protection individuelle (EPI), vêtement de travail etc. nécessaire à l'exécution du marché.

Les moyens fournis par le prestataire doivent être identifiés comme lui appartenant et respecter les réglementations et normes en vigueur qui les concernent.

Le prestataire et ses sous-traitants utilisent des moyens matériels en parfait état d'utilisation et conformes à la réglementation en vigueur, notamment au regard des vérifications et étalonnages auxquels ils sont soumis. Les justificatifs de la conformité des moyens matériels (rapports d'étalonnage, documents techniques, visites initiales, rapports de vérifications...) sont tenus à la disposition du CEA.

L'utilisation de ces moyens matériels doit être conforme à leurs destinations, spécifications et procédures d'utilisation.

Le prestataire est également responsable du choix, de la fourniture, des vérifications, de l'entretien et du contrôle des équipements de protection individuelle de son personnel rendus nécessaires par les risques liés aux prestations (tenue de travail, gants, lunettes, chaussures de sécurité, harnais de sécurité...) ainsi que les risques spécifiques éventuellement identifiés dans l'installation où ont lieu les prestations.

Le prestataire effectue, à ses frais, la vérification, les étalonnages et les suivis réglementaires de ses matériels et équipements de sécurité, de mesure et tout appareil soumis à réglementation suivant les périodicités réglementaires. La liste de ces équipements est transmise au CEA a minima en début de marché et à chaque date anniversaire pour les marchés pluriannuels en précisant, pour chaque équipement, la date du dernier contrôle, l'organisme contrôleur et la durée de validité du contrôle.

## 8 INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT, D'INCIDENT OU ANOMALIE

Le prestataire est tenu de se conformer aux règles de l'Instruction Générale sur la Sécurité (IGS) du CEA/Cadarache.

En cas d'alerte, qu'elle soit locale, générale, les salariés du prestataire doivent se conformer aux directives du centre. La détection de toute anomalie doit être signalée sans délais auprès du chef d'installation et/ou de son représentant.

### GESTION DE CRISE.

En cas de situation exceptionnelle prévisible ou non (*perturbation atmosphérique, accident, mise en alerte du centre, déclenchement de PPI ou PUI, exercice ...*), le Titulaire devra se conformer aux procédures en vigueur et suivre les consignes émises par réseau de diffusion générale.

## 9 EXIGENCES CONCERNANT LA QUALITE

### 9.1 CERTIFICATION DE LA DES

La DES est certifiée selon l'ISO 9001, l'ISO 14001 et l'ISO 45001.

Le prestataire outre ses propres certifications, prend en compte les exigences des référentiels liés aux certifications ci-avant dans la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

Les dispositions à prendre en compte par le Titulaire sont :

- L'application de la norme ISO 9001 pour toutes les prestations,
- L'application de la norme ISO 14001 à l'ensemble de la prestation réalisée sur le centre,
- L'application du référentiel ISO 45001 à l'ensemble de la prestation réalisée sur le centre,
- L'intégration des exigences particulières du CEA en matière de qualité définies dans les procédures du CEA consultables au CEA.

Le prestataire est tenu de respecter les exigences et les dispositions de sécurité, de sûreté de radioprotection et d'environnement applicables au CEA/Cadarache, ainsi que celles définies dans les Déclarations d'Ouverture de

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 22 / 23
--	---	-------------	-----------------

Travaux et les plans de préventions associés pour la réalisation de chaque prestation.

Il s'implique et participe activement dans la démarche et se doit de répondre à toutes les demandes du CEA.

**Le Prestataire est expressément tenu, dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui sont confiées, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.**

La mission comprend, en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des tâches qui lui sont confiées, toutes les tâches nécessaires à sa réalisation.

## 9.2 ORGANISATION QUALITE DU TITULAIRE

### 9.2.1 Affectation du personnel

Le prestataire informe le CEA de toute modification de la composition du personnel affecté à la prestation. Il fournira un organigramme lié à l'affaire, et le tient à jour sur toute la durée du marché.

Dans le cadre de la réalisation de toute prestation, et sauf dérogation du CEA, tout remplacement d'un intervenant du prestataire devra être précédé d'une période de formation par compagnonnage formalisée et tracée.

Le Titulaire veille à ce que les compétences dans un domaine défini ne reposent pas sur une seule personne.

### 9.2.2 Organisation générale

Le prestataire apporte la démonstration qu'il possède une organisation permettant d'assurer la qualité de la prestation demandée et la traçabilité associée.

### 9.2.3 Démarche ISO 14001 et ISO 45001

Le prestataire s'approprie les programmes de management environnemental et sécurité que lui transmet le CEA. Il assure le suivi des indicateurs et des cibles définis pour la prestation concernée.

## 9.3 ECARTS

Les écarts constatés peuvent concerner des exigences exprimées dans le présent cahier des charges, dans les plans et documents produits par le prestataire dans le cadre du marché ou dans la réalisation des opérations et l'application de la documentation.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire, sans indemnité.

## 9.4 MODIFICATIONS REGLEMENTAIRES ET LEGISLATIVES

Le titulaire doit prendre en compte toutes modifications réglementaires et législatives intervenant pendant la durée du contrat, en informer le CEA et mettre en œuvre les dispositions qui lui sont applicables dans les meilleurs délais

# 10 CONDITIONS D'INTERVENTIONS SUR SITE

## 10.1 ACCES AU CENTRE ET AUX INSTALLATIONS

Le Titulaire devra faire les demandes nominatives d'accès au Centre pour tout son personnel et personnel sous-traitant.

Ces demandes peuvent être :

- Soit pour une longue durée sous forme de Laissez-passer Entreprise (LPE) ;
- Soit pour une intervention ponctuelle (un à plusieurs jours, sans excéder 32 jours par intervenant) sous forme de demande d'avis de rendez-vous, à envoyer par le Titulaire au MOE 9 jours avant la date d'accès.

Dans tous les cas, ces demandes sont soumises à validation de la maîtrise d'ouvrage.

Direction Générale - Cadarache Département de support technique et gestion Service technique et logistique	Référence Technique DG/CEACAD/DSTG/STL/GEF/CCTG-24-126	Indice 1	Page 23 / 23
--	---	-------------	-----------------

Pour permettre d'accéder sur le site de Cadarache, le personnel du Titulaire doit valider avec succès l'« Accueil sécurité des nouveaux arrivants » composé de 2 modules e-learning :

- Accueil sécurité (environ 30 minutes)
- Protection Physique (environ 20 minutes)

Ces modules de sensibilisation sont accessibles en cliquant sur le lien <https://cadarache.cea.fr/cad/Pages/accueil-securite.aspx>

Lorsque le personnel les aura terminés, il recevra un mail d'attestation de suivi pour chaque module de sensibilisation.

Lorsque le personnel arrive sur le site de Cadarache, il doit présenter ces attestations à l'Accueil du Centre (bâtiment 105), afin d'obtenir son badge d'accès « permanent » (Laissez-passer Entreprise (LPE) pour les personnes qui travaillent plus de 30 jours sur le centre. Les 30 jours sont considérés entre les dates de début et fin d'accès, quel que soit le nombre de jours effectifs sur site.

Le titulaire effectuera lui-même toutes les démarches nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès de ses salariés et de ses sous-traitants éventuels auprès des autorités compétentes.

Ces procédures d'accès sont disponibles sur simple demande auprès du prescripteur du marché.

L'accès au site ne sera pas possible la semaine du 15/08.

## 10.2 DISPOSITIONS GENERALES

Les horaires d'ouverture du centre de Cadarache sont 6h30 – 19h30

### 10.2.1 Entrées régulières du personnel prestataire sur le site

#### 10.2.1.1 Formalités

L'accès sur le site du CEA/Cadarache pour le personnel travaillant régulièrement (> 32j/an) sur le Centre est conditionnée par l'attribution d'un badge.

#### 10.2.1.2 Conditions de circulation

Les voies de circulation de l'ensemble du CEA/Cadarache sont soumises aux dispositions du code de la route.

#### 10.2.1.3 Conditions d'entrée de matériels informatiques

L'introduction d'un ordinateur (portable ou fixe) sur le CEA/Cadarache est soumise à déclaration, que ce matériel soit propriété du CEA ou non.

**Il est strictement interdit de connecter un matériel informatique non CEA au réseau CEA.**

#### 10.2.1.4 Conditions de prises de vue

Les prises de vues sur le centre de Cadarache sont interdites. Néanmoins, en cas de nécessité, une autorisation peut être accordée selon une demande répondant à une procédure.

**Tout manquement à ces conditions est considéré comme une atteinte à la sécurité des données du CEA.**